

Espagne : la crise s'aggrave, l'Europe s'inquiète

À moyen terme, un plan de sauvetage pourrait être nécessaire pour le pays, dont les régions sont surendettées.

ANNE CHEYVALLIE

EUROPE La Grèce, l'Irlande, le Portugal... L'Espagne demain ? Les leaders européens se sont souvent inquiétés d'un possible appel à l'aide de Madrid, éclipsé par la crise italienne. Rome est passé au second plan avec l'arrivée de Mario Monti et ses réformes express. Aujourd'hui, l'inquiétude revient côté espagnol, alors que le pays s'enfonce dans le rouge, plombé par un chômage record, un retour en récession, un secteur bancaire à la peine et des régions surendettées.

Les tensions sur les marchés obligataires sont certes retombées grâce à la Banque centrale européenne (BCE), qui a accordé fin décembre un prêt à taux réduit de 489 milliards d'euros à plus de 500 banques européennes. Les banques espagnoles sont celles qui en ont le plus profité, signe de leur fragilité et de leur dépendance au soutien européen. Vendredi, le gouvernement a annoncé une réforme du secteur à hauteur de 50 milliards d'euros, financée par les banques, afin d'assainir leurs actifs immobiliers « problématiques ». Sur le front de la dette, la situation est moins tendue qu'en 2011. Madrid a déjà bouclé un quart du programme de financement prévu

pour l'année, et ce à des taux en forte baisse comparés aux précédentes émissions.

Ce qui inquiète le plus dans la péninsule, relayé par les agences de notation qui ont abaissé la note souveraine, c'est le manque de croissance. « *Le pays peut assurer seul son financement, mais, avec une récession prévue autour de 1,5 %, il semble impossible à moyen terme d'échapper à un plan de sauvetage* », analyse Gayle Allard, économiste de IE Business School à Madrid. « *Le problème n'est pas tant la dette publique, peu élevée comparée aux voisins européens, mais la dette privée, le total dépassant les*

260 % du PIB », complète Juan Romero, de l'université de Valence. Un tableau assombri par le taux de chômage, le plus haut d'Europe, à 22,85 %, qui ne cesse d'augmenter.

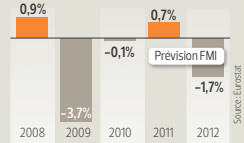
L'économie espagnole est prise dans une spirale négative d'une course à l'austérité qui bride la croissance et empêche un assainissement des comptes publics. Les gouvernements qui se succèdent, le socialiste José Luis Zapatero suivi en décembre du conservateur Mariano Rajoy, multiplient les mesures d'économies. Quelques jours à peine après sa prise de pouvoir, le leader du Parti populaire a dû revenir sur sa pro-

messe de campagne de ne pas augmenter les impôts. Après un dérapage sur 2011 - déficit de 8 %, contre 6 % prévus -, l'objectif affiché de 4,4 % en 2012 semble inatteignable. D'autant qu'il était basé sur une croissance de 2,3 % !

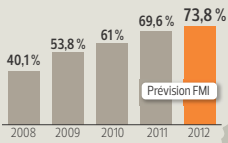
À ceci s'ajoute la dette des communautés autonomes - 135 milliards d'euros -, la encore sanctionnée par les agences. Valence, la plus endettée, est désormais reléguée dans la catégorie spéculative (*lire ci-dessous*). Mais le défi le plus important sera de sortir d'un modèle centré pendant deux décennies sur la construction. ■



Croissance en % du PIB



Dette en % du PIB



Valence, la ville de tous les excès, au bord de la faillite

À Castellon, 50 kilomètres de Valence, l'image est frappante : un aéroport vide qui abrite pour seuls visiteurs des faucons. À l'entrée trône une immense statue à l'effigie d'un cacique local, Carlos Fraga, payée à l'artiste la modique somme de 300 000 euros.

Cet aéroport fantôme illustre la folie espagnole des années 1995-2007 : spéculation immobilière effrénée, gabegie et corruption. Politiques et promoteurs ont justifié l'investissement par les milliers de mètres carrés à aménager pour y construire hôtel de luxe et terrains de golf. Autant de projets envoyés dans la crise. D'autres ont vu le jour, comme le parc d'attractions Terra Mítica

Catalogne et 2,6 % à Madrid. La communauté est au bord de la faillite, affichant une dette de plus de 20 milliards d'euros selon la Banque d'Espagne, soit 19,9 % du PIB, la plus élevée du pays. Pire, la Communauté n'a pas pu honorer en décembre une échéance à la Deutsche Bank de 130 millions d'euros. Cette année, elle doit faire face à 4,5 milliards d'euros de remboursement. Du reste, les banques locales, deux caisses d'épargne, CAM et Bancaja, grands financeurs de l'âge d'or de la construction, au 3^e et 4^e rang national, ont disparu dans la restructuration bancaire, reprises par la Banque d'Espagne. Ce qui ne facilite pas le financement de la région.

monte dans l'opinion publique lassée des scandales à répétition et des mesures d'austérité. Il y a deux semaines, les fonctionnaires sont descendus dans la rue à deux reprises et massivement pour protester contre les coupes et défendre le service public. « *Il y a des réductions de postes, les salaires d'été ne sont plus payés pour les postes temporaires* », s'insurge un professeur d'anglais, Anahi Seri.

Pour expliquer la faillite, les experts mettent en cause le mode de financement des régions, à 90 % dépendant des transferts de l'État, basé notamment sur la population et le territoire. « *Le système n'est pas équitable. À Valence, qui est l'une des régions les moins dotées du pays, il sous-estime le nombre d'habitants* », relève Josep Vicent Boira. Vicent Soler se veut pour sa part résolument optimiste : « *Cette crise, c'est l'opportunité d'un changement, de rebâtir, quand l'argent reviendra, une industrie compétitive comme dans le passé. Il y a ici un véritable esprit d'entreprise.* » ■

A.C.

L'Opéra, un des exemples de projet pharaonique de Valence. KALIS/REUTERS

LES CHIFFRES CLÉS DE VALENCE

La dette en % du PIB	Le taux de chômage
19,9 %	25,4 %

Le poids de la construction en pourcentage du PIB	Le budget 2012 en euros
15,9 %	17 Mds

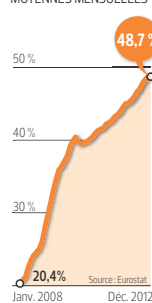
La folie espagnole des années 1995-2007 : spéculation immobilière effrénée, gabegie et corruption

(377 millions d'euros) à Benidorm ou la Cité de la lumière à Alicante (300 millions), aujourd'hui criblés de dettes car la encore les développements immobiliers pharaoniques censés amortir les coûts ont fait long feu. Ceci illustre aussi la démesure qu'a connue la région de Valence : dans les choix architecturaux - cité des sciences et de l'art, opéra -, bâtiments futuristes et surdimensionnés, et l'organisation de grands événements. La région a fait d'énormes investissements urbains et portuaires pour accueillir, en juillet 2007, la Coupe de l'America, et s'offrir un Grand Prix de Formule 1. « *L'Espagne est le seul pays à avoir deux Grands Prix la même année* », remarque l'universitaire Josep Vicent Boira, signe de la rivalité territoriale. « *Barcelone avait son Grand Prix, Valence voulait le sien* ». Question de prestige et de rayonnement et l'ambition d'un homme, Francisco Camps, l'ancien président de la région du Parti populaire (PP), tombé pour corruption après sa réélection au printemps 2011.

Sa chute marque la dégringolade économique et financière de Valence - 5,5 millions d'habitants -, cite il y a encore quelques mois comme modèle de gestion par le chef du PP, Mariano Rajoy, devenu chef du gouvernement. La presse espagnole multiplie les articles critiques : de miracle économique, Valence est devenue « *terre de pillage* », tantôt comparée à la mafia sicilienne, « *la palermisation de Valence* », ou reléguée au rang de « *Grèce de l'Espagne* ». De fait, entre 2008 et 2010, la région a subi la plus forte baisse de PIB, de 6,4 %, contre 3,4 % pour la

Taux de chômage des moins de 25 ans

MOYENNES MENSUELLES



La région a passé la barre des 5 millions de chômeurs. Pire, 45 % des jeunes sont privés d'emploi. Une génération perdue dans le mirage de la construction qui survit d'emplois précaires, de travail au noir et de solidarité familiale.

À Albaida, au sud de Valence, l'histoire de Javier et Isabel Monreal témoigne de cette réalité. Cette ancienne citée agricole de 6 000 habitants, qui s'étend sur des coteaux baignés de soleil méditerranéen, a longtemps vécu du textile avant de céder aux sirènes de la spéculation immobilière.

Dans les années 2000, la vie souriait au jeune couple, Javier gagnait plus de 3000 euros par mois dans le bâtiment, Isabel travaillait à la maternité ; ils ont pu s'offrir la maison de leur rêve à crédit. Puis la bulle s'est dégonflée, la crise a emporté des dizaines d'entreprises : ils ont perdu leur emploi, leur maison, englouti leurs économies dans un petit né-

gocio. La banque a confisqué leur bien, petite consolation elle a aussi levé l'hypothèque. La famille avec quatre enfants, âgés de 8 à 18 ans, a dû se réfugier chez le père d'Isabel. Leurs revenus se limitent à 800 euros - deux allocations de solidarité - et d'ici à quelques mois le net restera que les 900 euros de pension de retraite du grand-père. Ils vivent aussi de petits boulots au noir. « *Nous n'avons plus aucune perspective, nous sommes coincés, glisse la trentenaire résignée. Sans mon père, on ne s'en sortirait pas.* » Aujourd'hui, le pays compte plus de 1,5 million de foyers où tous les membres sont au chômage.

Économie souterraine

« *Le drame de l'Espagne, c'est le niveau d'échec scolaire très élevé et le manque de qualifications*, explique Juan Romero, professeur à l'université de géographie urbaine. À Valence, il atteint 40 %, soit 10 % de

plus que la moyenne espagnole. La bulle immobilière a été un désastre, elle a sorti des dizaines de jeunes de l'école, attirés par des salaires très attractifs.

C'est le cas d'Onique Cuesta qui entre 15 et 29 ans a enchaîné les boulots dans le textile avant de devenir plombier. « *Je changeais très régulièrement de poste, à chaque fois on me proposait un salaire plus élevé* », témoigne-t-il. Mais ce temps-là est révolu. Il ne trouve plus de travail et touche 700 euros de chômage. Sa femme, enceinte de leur premier enfant, secrétaire dans une PME, perçoit 1000 euros de salaire, qui couvrent un crédit de 600 euros.

Autre victime de la crise, María-Lucía Tormo, licenciée en 2009 d'une entreprise de textile, est bien déterminée, à 40 ans passés, à rebondir avec un enfant à charge qu'elle élève seule. Reconvertie comme assistante sociale, María-Lucía enchaîne depuis deux ans et

deux CDD, périodes d'indemnisation chômage et formation financée sur des subventions européennes. « *Beaucoup d'entreprises de la santé, c'est très répandu dans les hôpitaux, multiplient les CDD et utilisent l'argent public pour payer les formations plutôt que d'embaucher en CDI* », critique-t-elle.

La précarité est aussi le quotidien d'Alberto Perez, 31 ans, contraint de rentrer chez ses parents à Albaida, après avoir tenté sa chance comme serveur à Barcelone, ou encore Laia, 25 ans, bac + 5, qui, faute de postes dans l'éducation, donne des cours particuliers au noir. Eva Tormo, adjointe au maire, se dit très inquiète pour l'avenir. « *Les gens ici s'en sortent encore grâce à la famille et l'économie souterraine, grâce aussi à l'argent accumulé pendant les années fastes. Mais je redoute une explosion sociale quand les aides seront terminées, car l'emploi n'est pas près de revenir.* » ■

A.C.

